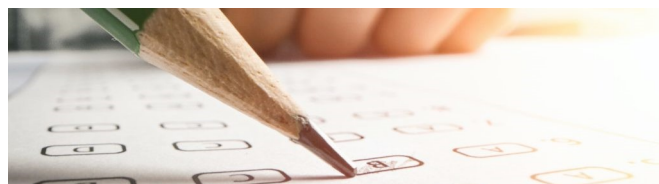




## 16<sup>ème</sup> audioconférence DG de rentrée « L'examen » de conscience ?



### % I – Tendances de la pandémie (détails en page 3)

Nous constatons une reprise de la pandémie (hausse qui semble correspondre à la tendance générale dans le pays).

#### Foyers et malades :

Il y a 35 cas de plus (contre + 18 la semaine dernière). Mécaniquement, les cas d'isolement progressent aussi avec 121 agents (contre 93 au dernier relevé).

En matière de foyer épidémique – « cluster » –, il y en a 2 : DNRED (DOD Ivry) et DI Île-de-France. On peut craindre que la période des fêtes entraîne un surcroît de contaminations, via les cellules familiales. Il faudra donc être particulièrement attentifs dans les semaines qui viennent s'agissant de l'évolution de la pandémie.

S'agissant du télétravail, ce dernier marque un recul (certes léger, – 3%). Détails en page 4.

#### Analyse de SOLIDAIRES

À notre sens, on voit clairement que les mesures spécifiques mises en place pour faire face, autant que faire se peut, à cette pandémie, doivent impérativement demeurer d'actualité. Même si ce n'est pas très gai pour un changement d'année, on voit bien qu'on n'a pas de signaux encourageants pour l'instant. Et que le mois de janvier 2021 pourrait bien être de la même eau<sup>1</sup>...

La grande prudence est donc de rigueur et doit donc guider tous les choix.

#### Prochain recensement

Il aura lieu le lundi 4 janvier 2021 (avec un petit clin d'oeil aux services en charge de tout cela – DG, RH DI – qui vont pouvoir souffler un peu sur ce front !).



## II – Formation : écoles, stages, concours, etc.

### 1<sup>o</sup>) Concours (C1, CP, exa pro C en B) :

#### Déclaration intersyndicale

Une expression commune a été faite en préalable, notamment au sujet de la gestion des concours (voir page 5). A minima, nous sommes dans le (mauvais) bricolage et les postulants peuvent assez légitimement se poser des questions...

#### Errements administratifs

Pour le concours professionnel d'accès au grade de contrôleur principal (CP) et l'examen professionnel d'accès au corps de contrôleur (exa pro C en B), la suppression de l'oral (qui aurait pu être fait en visioconférence) n'est manifestement pas la meilleure idée que la « haute » administration ait eu... Pour le retrait de 3 questions au concours professionnel d'accès au grade de contrôleur 1<sup>ère</sup> classe (C1), ce n'est guère mieux...

#### Recours

Afin d'aider concrètement les collègues concernés en quête de réponses, SOLIDAIRES Douanes met à leur disposition un modèle de recours pour chaque concours.

### 2<sup>o</sup>) Formation initiale des contrôleurs

#### Présentation générale

La formation initiale des contrôleurs va commencer le 11 janvier 2021 en présentiel. C'est un puissant défi en période de pandémie et de distanciation, car on compte 236 stagiaires. L'administration est un peu coincée, car il faudra enchaîner sur une autre formation à compter du 16 avril 2021...

#### Tir/TPCI (techniques professionnelles de contrôle et d'intervention)

Il a donc été choisi d'adapter en faisant de plus petits groupes et en usant de ce qu'on peut qualifier d'expédients de crise. Ainsi, tir et TPCI seraient concentrés sur les externes et les CO en changement de branche.

À notre sens, s'il faut bien évidemment ne pas oublier les impératifs de la crise sanitaire, il ne faut pas non plus verser dans une forme de « déprofessionnalisation » de la formation. Ce ne serait pas une bonne solution et on en traînerait les effets longtemps. Le courrier de SOLIDAIRES du 08/12/2020 (de demande de report d'un stage TPCI en changement de branche) s'inscrivait dans le contexte exceptionnel des réunions familiales des fêtes de fin d'année (courrier ici : [www.solidaires-douanes.org/TPCI](http://www.solidaires-douanes.org/TPCI)).

<sup>1</sup> Carte mondiale comparative (nb décès Covid/100 000 hab.) - Pays-Bas, Corée du Sud, Suède ont décidé de ne pas confiner... : <https://mapthenews.maps.arcgis.com/apps/opsdashboard/index.html#/9644625930fd41bf8a15316d9632568f>



## III – Points particuliers évoqués

### 1°) Retrait de jours de congé annuel (CA) et RTT

#### Présentation

Lors des trois précédentes audioconférences, la non notification du retrait de jours de CA et RTT dans l'encadrement Surveillance avait été évoquée.

Depuis, un module informatique spécifique a été produit par la DNSCE afin de disposer de statistiques en la matière (avec comparaison avec les personnels encadrés). Néanmoins ce module repose sur l'autosaisine et donc sur l'autodiscipline.

Sur 300 CSDS et CSDSA concernés, il y avait seulement 50 remontées (17%) au 10 décembre. Une semaine plus tard, malgré la relance de la DG, il n'y a pas eu de progression. La DG va donc relancer à nouveau.

#### Intervention

*SOLIDAIRES* demande qu'un état des lieux soit effectué à la prochaine audioconférence de rentrée, même si les remontées demeurent partielles.

*Si absence d'information il y a, nous le réitérons, cela soulèvera des doutes quant à un traitement différencié, et in fine générera une grande émotion parmi les collègues...*



### 2°) Point spécifique sur Orly et la fusion des brigades

#### Présentation

**Courriers :** Outre les courriers envoyés directement par les agents (fin août, 13/10), l'intersyndicale locale avait adressé trois courriers à la Directrice générale (les 01/10, 13/10 et 24/11), sans que personne n'obtienne de réponse.

**Réponses :** Le 04/12, la « haute » administration avait transmis aux organisations syndicales nationales le courriel adressé le 23/10 aux agents en réponse à leur saisine du 13/10.

Suite à relances de SOLIDAIRES, la DG a transmis le 17/12 à l'intersyndicale locale une réponse à son dernier courrier du 24/11.

#### Intervention et précision

*Historique :* La réponse de la Direction Générale, dont nous prenons acte, n'a pas dissipé le ressentiment des agents. *SOLIDAIRES* indique ne pas partager l'historique de ce projet (parmi les multiples réactions remontées : « la DG refait l'histoire »!).

*Recours hiérarchique :* Le courrier de l'intersyndicale locale du 24/11 vaut recours hiérarchique de contestation de la note DR Orly du 01/11 portant création de la Brigade de Surveillance Extérieure d'Orly Intervention (BSEOI).

*Recours au Tribunal administratif (T.A.) :* La DG ayant notifié sa réponse le 17/12/2020, la date limite pour le dépôt d'un recours au TA (dont nous explorons la recevabilité) est le 18/02/2021 minuit (2 mois + 1 jour franc après la réponse).



### 3°) Redéploiement des « aériens »

#### Présentation

L'affaire concerne principalement la Direction interrégionale de Paris-Aéroports (DIPA), mais pas uniquement.

Nous arrivons à la fin de la première période de redéploiement. Manifestement, il faut enclencher une nouvelle période et s'inscrire dans la durée. En effet, comme l'indique la Dg, on est partis pour une période longue de sous-activité dans le domaine du flux passagers. La DG va donc travailler le sujet et faire progresser sa réflexion aujourd'hui inaboutie.

#### Intervention

*Pour ce qui nous concerne, nous distinguons deux axes (et un élément d'attente en matière de calendrier) :*

- *le redéploiement sur le fret ;*
- *l'affectation dans une autre résidence sur la base du volontariat et selon les attaches familiales de l'agent.*

#### Précision

Très rapidement, la direction pourrait donner aux agents des éléments de calendrier, afin que les agents puissent avoir un peu de visibilité (et accessoirement éviter les éventuelles rumeurs...).



### 4°) Brexit

**Mutations :** Les arrêtés de mutation sur les sites Brexit devraient intervenir au plus vite.

**Remontées :** Le 10/12, la DG proposait de tenir une réunion dédiée au Brexit ou de faire un point dans le cadre de cette audioconférence du 18/12. *De concert avec l'intersyndicale, SOLIDAIRES a indiqué que les problématiques Brexit lui ayant été signalées seront transmises par d'autres canaux (courrier, etc).*



### 5°) Renforcement des contrôles à la frontière suisse

#### Présentation

Le dispositif (sous la houlette du préfet) n'est pas encore arrêté (il devrait l'être rapidement). La Dg indique que c'est quelque chose qui sera vraiment spécifique et conjoncturel.

#### Réaction

*Non, non, la présence de bâtons de ski ou d'appareils à raclette dans les véhicules ne sera pas un critère de ciblage !!!*

**Prochain point :** l'année prochaine... (mais les permanences syndicales demeurent ouvertes!)

*Malgré ce contexte si particulier, nous vous souhaitons de belles fêtes de fin d'année.*

**Prenez soin de vous et profitez de ces instants. À très bientôt !**

# Annexe n°1 : Recensement des positions statutaires, à la date du jeudi 17 décembre

Directions - Directions régionales (DR) - Directions interrégionales (DI) - Services à compétence nationale (SCN)			Nombre total d'agents *			Positions statutaires (toutes les positions ne sont pas reprises, par ex : CA, CM, etc)																									
						En présentiel (jour du recensement)						Télétravail (au moins un jour par semaine)						Isolement (septaine) (demande au cours de la semaine)						Malades Covid-19 avérés (cumul depuis le 26/10/2020)							
			AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total	AG-CO	SURV	total								
			15 oct	15 oct	15 oct	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc	10 déc	17 déc						
Directions ultra-marines	DI Antilles-Guyane	DR Guadeloupe	139	128	267	61	71	88	54	149	125	35	37	3	4	38	41	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1		
		DR Guyane	75	92	167	48	41	40	43	88	84	6	3	1	0	7	3	0	0	0	0	0	0	0	0	1	4	1	4		
		DR Martinique & services DI	129	103	232	101	96	59	65	160	161	37	35	0	0	37	35	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1		
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	132	81	213	77	67	29	42	106	109	44	43	1	1	45	44	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1
		DR Mayotte	57	32	89	33	31	19	15	52	46	10	12	0	0	10	12	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
		Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	77	42	119	64	55	19	21	83	76	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
	DR Polynésie-Française (DRPF)		77	49	126	46	40	24	25	70	65	22	21	0	0	22	21	0	0	0	1	0	1	7	7	1	1	8	8		
	DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	17	14	31	14	11	6	7	20	18	1	1	0	0	1	1	0	0	1	0	1	0	0	0	0	0	0	0	0		
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	720	656	1 376	346	352	318	283	664	635	415	401	42	38	457	439	5	1	5	1	10	2	23	24	22	23	45	47			
	DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	384	256	640	213	187	166	147	379	334	221	222	8	8	229	230	0	1	0	1	0	2	4	4	14	14	18	18			
	DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	394	282	676	205	208	176	156	381	364	241	227	18	15	259	242	0	0	0	0	0	0	7	7	3	3	10	10			
	DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	640	549	1 189	342	324	273	274	615	598	328	324	17	16	345	340	0	0	0	0	0	0	5	5	17	18	22	23			
	DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	514	999	1 513	230	247	511	471	741	718	310	300	35	27	345	327	0	12	7	2	7	14	2	3	25	30	27	33			
	DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	768	519	1 287	356	310	254	240	610	550	428	395	18	17	446	412	3	10	2	12	5	22	22	26	19	21	41	47			
	DI Normandie (ex DI Rouen)	531	271	802	279	260	168	146	447	406	334	312	21	18	355	330	0	0	1	0	1	0	13	13	9	9	22	22			
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	604	448	1 052	252	240	233	231	485	471	412	398	32	26	444	424	0	6	0	14	0	20	9	10	6	7	15	17			
	DI Occitanie (ex DI Montpellier)	501	560	1 061	244	222	276	217	520	439	273	263	11	8	284	271	1	0	1	0	2	0	5	5	11	13	16	18			
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	587	590	1 177	245	237	274	245	519	482	330	379	41	35	371	414	0	2	9	2	9	4	3	3	41	42	44	45			
	DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	760	918	1 678	385	357	284	241	669	598	148	133	40	39	188	172	2	8	28	12	30	20	22	23	34	36	56	59			
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	173	16	189	42	34	5	3	47	37	138	137	0	0	138	137	0	0	0	0	0	0	5	5	2	2	7	7			
	Direction générale (DG) dont SARC	813	6	819	315	297	0	0	315	297	555	540	0	0	555	540	0	0	0	0	0	0	27	29	0	0	27	29			
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	96	788	884	50	46	388	384	438	430	43	39	79	66	122	105	0	0	0	1	0	1	1	1	15	15	16	16			
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	360	466	826	210	180	350	355	560	535	210	206	5	5	215	211	1	0	21	25	22	25	5	5	20	25	25	30			
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	313	236	549	82	178	65	60	147	238	259	260	167	166	426	426	2	0	0	1	2	1	1	1	11	11	12	12			
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	211	21	232	46	44	8	9	54	53	156	154	0	0	156	154	0	0	0	0	0	0	0	0	1	1	1	1			
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	45	246	291	30	33	148	137	178	170	26	26	151	141	177	167	0	3	4	6	4	9	2	3	22	23	24	26			
	Unité information passagers (UIP)	1	16	17	1	1	11	7	12	8	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
<b>Sous-total DGDDI communiqué</b>			<b>9 118</b>	<b>8 384</b>	<b>17 502</b>	<b>4317</b>	<b>4169</b>	<b>4192</b>	<b>3878</b>	<b>8509</b>	<b>8047</b>	<b>4983</b>	<b>4869</b>	<b>690</b>	<b>630</b>	<b>5673</b>	<b>5499</b>	<b>14</b>	<b>43</b>	<b>79</b>	<b>78</b>	<b>93</b>	<b>121</b>	<b>164</b>	<b>175</b>	<b>276</b>	<b>300</b>	<b>440</b>	<b>475</b>		
Directions (statistiques non communiquées)	Autres	Service commun des laboratoires (SCL)	392	0	392	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Tracfin	105	0	105	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Wallis-et-Futuna	8	4	12	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
		Sous-total autres directions	505	4	509	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
<b>Total DGDDI</b>			<b>9623</b>	<b>8 388</b>	<b>18 011</b>	<b>4317</b>	<b>4169</b>	<b>4192</b>	<b>3878</b>	<b>8509</b>	<b>8047</b>	<b>4983</b>	<b>4869</b>	<b>690</b>	<b>630</b>	<b>5673</b>	<b>5499</b>	<b>14</b>	<b>43</b>	<b>79</b>	<b>78</b>	<b>93</b>	<b>121</b>	<b>164</b>	<b>175</b>	<b>276</b>	<b>300</b>	<b>440</b>	<b>475</b>		

\* Nota bene sur le nombre total d'agents : c'est ici le nombre d'êtres humains dans les services. Cette notion est différente des effectifs de référence, exprimés en équivalent temps plein (ETPT), où par ex. 5 êtres humains à 80% = 4 ETPT.





# Annexe n°2 : Recensement détaillé du télétravail, à la date du jeudi 17 décembre

Directions			Nombre d'agents placés en télétravail de crise pendant la semaine en cours																														
			Au moins 1 jour par semaine						2 jours						3 jours						4 jours						5 jours						
			AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		AG-CO		SURV		total		
			sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	sem 50	sem 51	
Directions ultra-marines	Antilles-Guyane	DI DR Guadeloupe	35	37	3	4	38	41	17	27	3	2	20	29	16	4	0	2	16	6	1	0	0	0	1	0	1	1	0	0	1	1	
		DR Guyane	6	3	1	0	7	3	0	1	0	2	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	1	0	0	0	0	1	0	0	0	0	0
		DR Martinique & services DI	37	35	0	0	37	35	9	13	0	0	9	13	10	4	0	0	10	4	4	6	0	0	4	6	5	1	0	0	5	1	
	Océan indien	DR La Réunion (DRLR)	44	43	1	1	45	44	19	20	0	0	19	20	11	7	0	0	11	7	3	4	0	0	3	4	4	2	1	1	5	3	
		DR Mayotte	10	12	0	0	10	12	3	5	0	0	3	5	2	2	0	0	2	2	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
	Océanie (Pacifique)	DR Nouvelle-Calédonie (DRNC)	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
DR Polynésie-Française (DRPF)	22	21	0	0	22	21	13	11	0	0	13	11	0	1	0	0	0	1	1	1	0	0	1	0	3	3	0	0	3	3			
DR Saint-Pierre-et-Miquelon (SPM)	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	1	1	0	0	1	1	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0			
Directions hexagonales	DI Auvergne-Rhône-Alpes (DI ARÄ, ex DI Lyon)	415	401	42	38	457	439	164	140	8	3	172	143	77	79	5	9	82	88	48	36	3	4	51	40	27	24	4	2	31	26		
	DI Bourgogne-Franche-Comté - Centre-Val de Loire (DI BFCCVL, ex DI Dijon)	221	222	8	8	229	230	58	58	3	3	61	61	45	45	1	1	46	46	31	31	0	0	31	31	41	41	1	1	42	42		
	DI Bretagne - Pays de la Loire (DI BPD, ex DI Nantes)	241	227	18	15	259	242	72	72	10	7	82	79	75	58	0	1	75	59	41	26	3	2	44	28	15	18	0	2	15	20		
	DI Grand Est (DIGE, ex DI Metz)	328	324	17	16	345	340	86	96	4	4	90	100	77	54	2	3	79	57	33	37	3	1	36	38	33	26	5	5	38	31		
	DI Hauts-de-France (DI HdF, ex DI Lille)	310	300	35	27	345	327	104	110	10	10	114	120	80	64	3	2	83	66	58	54	2	4	60	58	37	32	4	3	41	35		
	DI Île-de-France (DI IdF, ex DI Paris)	428	395	18	17	446	412	129	118	6	4	135	122	92	82	1	1	93	83	64	55	1	1	65	56	69	66	2	3	71	69		
	DI Normandie (ex DI Rouen)	334	312	21	18	355	330	105	106	10	8	115	114	74	69	3	5	77	74	32	24	4	3	36	27	29	21	0	1	29	22		
	DI Nouvelle-Aquitaine (DINA, ex DI Bordeaux)	412	398	32	26	444	424	120	114	4	1	124	115	56	51	5	5	61	56	43	47	4	4	47	51	121	112	6	7	127	119		
	DI Occitanie (ex DI Montpellier)	273	263	11	8	284	271	76	92	2	3	78	95	52	47	2	1	54	48	46	44	0	0	46	44	24	20	0	0	24	20		
	DI Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse (DI PACA Corse, ex DI Marseille)	330	379	41	35	371	414	91	84	11	9	102	93	89	106	5	3	94	109	52	63	6	8	58	71	33	36	3	1	36	37		
DI Paris-Aéroports (DIPA, ex DI Roissy)	148	133	40	39	188	172	54	49	22	16	76	65	33	18	7	3	40	21	6	7	3	3	9	10	2	7	0	0	2	7			
SCN et direction générale	Centre informatique Douanier (CID)	138	137	0	0	138	137	13	15	0	0	13	15	22	22	0	0	22	22	4	4	0	0	4	4	99	96	0	0	99	96		
	Direction générale (DG) dont SARC	555	540	0	0	555	540	109	104	0	0	109	104	114	121	0	0	114	121	110	108	0	0	110	108	138	109	0	0	138	109		
	Direction nationale garde-côtes des Douanes (DNGCD)	43	39	79	66	122	105	18	17	29	18	47	35	4	6	15	7	19	13	1	2	6	6	7	8	5	1	2	5	7	6		
	Direction nationale du renseignement et des enquêtes douanières (DNRED)	210	206	5	5	215	211	97	67	0	0	97	67	68	76	3	3	71	79	12	7	0	0	12	7	7	5	1	1	8	6		
	Direction nationale du recrutement et de la formation professionnelle (DNRFP)	259	260	167	166	426	426	18	17	1	4	19	21	16	27	2	3	18	30	24	97	0	0	24	97	186	100	158	158	344	258		
	Direction nationale des statistiques du commerce extérieur (DNSCE)	156	154	0	0	156	154	7	15	0	0	7	15	32	28	0	0	32	28	47	47	0	0	47	47	55	49	0	0	55	49		
	Service d'enquêtes judiciaires des Finances (SEJF)	26	26	151	141	177	167	9	13	45	46	54	59	3	6	26	24	29	30	0	1	13	12	13	13	1	2	2	7	3	9		
	Unité information passagers (UIP)	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Sous-total DGDDI communiqué</b>			<b>4983</b>	<b>4869</b>	<b>690</b>	<b>630</b>	<b>5673</b>	<b>5499</b>	<b>1391</b>	<b>1364</b>	<b>168</b>	<b>138</b>	<b>1559</b>	<b>1502</b>	<b>1049</b>	<b>979</b>	<b>80</b>	<b>73</b>	<b>1129</b>	<b>1052</b>	<b>661</b>	<b>701</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>709</b>	<b>749</b>	<b>935</b>	<b>772</b>	<b>189</b>	<b>197</b>	<b>1124</b>	<b>969</b>	
Directions (statistiques non communiquées)	Autres Service commun des laboratoires (SCL)	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Tracfin	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Wallis-et-Futuna	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC		
	Sous-total autres directions	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	NC	
<b>Total DGDDI</b>			<b>4983</b>	<b>4869</b>	<b>690</b>	<b>630</b>	<b>5673</b>	<b>5499</b>	<b>1391</b>	<b>1364</b>	<b>168</b>	<b>138</b>	<b>1559</b>	<b>1502</b>	<b>1049</b>	<b>979</b>	<b>80</b>	<b>73</b>	<b>1129</b>	<b>1052</b>	<b>661</b>	<b>701</b>	<b>48</b>	<b>48</b>	<b>709</b>	<b>749</b>	<b>935</b>	<b>772</b>	<b>189</b>	<b>197</b>	<b>1124</b>	<b>969</b>	



## Annexe n°3 : Déclaration préalable concours CP



Madame la Directrice Générale,

Nous avons été informés, en commission administrative paritaire centrale des contrôleurs (CAPC n°5), du refus de l'Administration de revenir sur la décision du jury du concours professionnel de Contrôleur Principal, à savoir promouvoir seulement 93 agents (et maintenant potentiellement 90) sur les 97 places budgétées par la Loi de Finances.

Nous réaffirmons ce jour que la décision d'annuler les oraux du concours professionnel de contrôleur principal et ceux de l'examen professionnel de Contrôleur de deuxième classe était un non-sens. En effet, nous bénéficions dans ce domaine, de l'expérience de nos collègues ultramarins qui passent les épreuves de concours en visioconférence.

Comme souvent, nous n'avons pas été écoutés et nous constatons à présent les effets lamentables et les conséquences de ces annulations. Les agents, victimes de ce désastre sont écœurés et ne comprennent pas ces décisions.

Dans un mail à l'intersyndicale, vous affirmiez le 10 décembre :

*« Pour pouvoir fixer une barre d'admission ne dépassant pas le nombre de postes publié au JORF, le jury doit départager les copies anonymes ayant obtenu la même note et se trouvant dans la tranche de notes utile pour fixer cette barre. Ainsi, les copies se trouvant dans la tranche de notes utiles du concours de CP et de l'exa pro B seront réexaminées et réévaluées par le jury afin de départager les candidats et parvenir au classement final. »*

Il n'a jamais été question de limiter le nombre de lauréats en deçà du nombre de postes publié au JO ! Bien au contraire, l'engagement était de départager les copies de la « tranche utile » en attribuant des notes permettant de pourvoir les 97 postes budgétaires.

L'Administration propose finalement, pour ne pas perdre les promotions, d'élargir la liste complémentaire du Tableau d'avancement de Contrôleur Principal (TA CP). En conséquence, aucun agent supplémentaire ne sera appelé sur ce concours de CP alors que la moyenne du premier agent écarté est de 12. On nous parle de niveau insuffisant !

C'est intolérable.

Enfin, comment est-il possible que trois collègues lauréats, mais ne remplissant pas les conditions statutaires, soient identifiés seulement une fois les résultats du concours proclamés ? Pourquoi les agents admissibles ne font-ils, pas, avant l'admission, l'objet d'une vérification de leur dossier, permettant de les écarter à temps pour ne pas nuire à d'autres collègues ? Les résultats du concours de C1 étant connus depuis longtemps, les trois agents en question n'avaient donc aucune chance de réunir les conditions statutaires au moment de l'admission, il était facile de s'en apercevoir en amont ! Idem pour les agents reçus à double titre (TA et concours).

Encore une fois, si les notes des candidats classés 94 à 106, avaient été mieux graduées, au lieu que le jury décerne glorieusement une note identique à treize candidats, il aurait probablement été possible de rattraper trois lauréats qui n'auraient pas démérité.

Notre système de ressources humaines est à l'agonie. Il est consternant, en 2020, que les différents outils informatisés dont nous disposons aujourd'hui ne permettent pas encore d'éviter ces aberrations d'un autre âge. La suppression des épreuves orales au dernier moment a déjà engendré un traumatisme chez les candidats qui s'y étaient préparés. Que de tels dysfonctionnements se produisent juste après est insupportable et incompréhensible pour nos collègues concernés.

Les organisations syndicales douanières ont unanimement refusé de prendre part au vote sur cette décision qui fleure l'amateurisme, l'injustice et qui oppose les agents entre eux.

C'est avec le plus grand désarroi que nous constatons les conséquences pour nos collègues d'une décision inique pour laquelle vous avez, de surcroît, pris en amont des garanties légales et réglementaires. Le crime est donc signé et qui plus est, prémédité.

L'intersyndicale DGDDI, le 18/12/2020.

16<sup>ème</sup> audioconférence DG de rentrée

## « L'examen » de conscience ?



**Syndicat SOLIDAIRES Douanes**

93 bis rue de Montreuil, boîte 56 – 75011 PARIS  
tél : 01 73 73 12 50

site internet : <http://solidaires-douanes.org>

courriel : [contact@solidaires-douanes.org](mailto:contact@solidaires-douanes.org)

adhésion : [solidaires-douanes.org/-adhesion-](http://solidaires-douanes.org/-adhesion-)